



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINOTERIE MAROLLEAU

Lieu-Dit BAS NIEIL
86120 Berrie

Références : 2026_146_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0100306524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement MINOTERIE MAROLLEAU implanté Lieu-Dit BAS NIEIL 86120 Berrie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objectif de vérifier le statut de l'installation au regard d'un éventuel classement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2260).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINOTERIE MAROLLEAU
- Lieu-Dit BAS NIEIL 86120 Berrie
- Code AIOT : 0100306524
- Régime : Néant

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La minoterie Marolleau produit diverses farines de céréales pour la boulangerie pour une production d'environ 1300 qt par mois.

Les installations sont composées :

- d'un silo de matières premières
- d'un moulin
- d'un silo de produit fini
- d'une ligne d'ensachage

La présente inspection a permis de visiter le moulin et la ligne d'ensachage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 4.2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 04/03/2026, article R.511-9	Sans objet
2	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 2.8.	Sans objet
3	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 3.1.	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 3.4.	Sans objet
5	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 3.6.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne dépasse les seuils ICPE pour la rubrique 2260, elle n'est donc pas classée.

L'exploitant est invité à s'inspirer de la réglementation applicable afin de réduire les risques et à réparer son installation de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/03/2026, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2260 : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : . b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW- Déclaration
Constats : Le seuil de déclaration pour la rubrique 2260 correspond à une puissance cumulée de 100 kW pour l'ensemble des machines susceptibles de fonctionner concomitamment. Les installations sont constituées : <ul style="list-style-type: none">- d'un moteur de 30 kW entraînant par un système de courroies 5 moulins- 5 moteurs de 4 kW chacun servant au transfert des matières (céréales, farines) dans les canalisations du moulin- environ une dizaine de moteurs électrique de puissance 1,8 kW servant au transport des matières dans le moulin- 2 moteurs de 4 kW chacun servant au tamisage- une machine Golfeto de 4 kW- une ligne d'ensachage de 4 kW Au global, la puissance électrique de l'ensemble des machines ne dépasse pas 100 kW, aussi l'installation ne rentre pas dans le cadre réglementaire des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 2.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature

explosive ou inflammable des produits.
Constats : L'installation n'est pas une ICPE et donc n'est pas soumise à l'arrêté ministériel. Les équipements datent des années 1980. Les canalisations sont en matière plastique, les tamis sont en bois. L'Inspection sensibilise l'exploitant à l'importance de la mise à la terre des équipements métalliques (moulins, bandes transporteuses, machine Golfeto).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : L'exploitation se fait en présence du gérant ou de son fils. Les installations (moulins, silo) sont équipées d'alarmes sonores et visuelles (notamment anti bourrage) dont le fonctionnement est constaté quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le jour de l'inspection, les locaux sont propres et ne présentent pas d'amas de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 3.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par les textes réglementaires en vigueur fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation n'est pas une ICPE et donc n'est pas soumise à l'arrêté ministériel. L'Inspection sensibilise l'exploitant à l'importance de faire réaliser des vérifications périodiques de ses installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article I > 4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être correctement entretenus et maintenus en bon état. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation n'est pas une ICPE et donc n'est pas soumise à l'arrêté ministériel. Le moulin est équipé de RIA (1 par étage). Lors de l'inspection, la personne en charge du suivi de l'exploitation n'a pas été en mesure de faire fonctionner le RIA du 1er étage. Il s'avère que l'alimentation en eau de l'ensemble des RIA était condamnée par une vanne maintenue fermée dont la personne en charge de l'exploitation n'avait pas connaissance. Malgré l'ouverture de la vanne, aucun RIA n'était fonctionnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p>

- s'assurer que l'ensemble des personnels intervenant sur le site soit informé et formé au fonctionnement des RIA
- s'assurer que la vanne d'alimentation des RIA soit maintenue constamment ouverte
- faire réparer l'installation des RIA afin qu'ils soient tous opérationnels.

L'exploitant communiquera à l'Inspection les justificatifs de la réparation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois